

**Convention relative à la pose et à la gestion du mobilier de signalétique directionnelle
sur le GR® de Pays, Tour de la Suisse normande**

Entre :

Le **Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Calvados**, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Mondeville,
Représenté par sa Présidente, Mme Nicole Bouet

Ci-après désigné « le Comité » ;

D'une part,

Et

Le **Président de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo**, EPCI dont le siège social est situé au 41 rue de la Boule à Flers,
Représentée par son Président, Yves Goasdoué

Ci-après désigné « EPCI » ;

D'autre part.

Ci-après désignés conjointement « les Parties » ;

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSE QUE :

Le Comité, organe déconcentré de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre (ci-après la Fédération), a pour objet statutaire la coordination et le développement des itinéraires de randonnée de son département, notamment la gestion des GR®, GR® de Pays homologués et des PR labellisés par la Fédération. À ce titre, il est habilité par la Fédération à mettre en œuvre et faire respecter les tracés et la marque de balisage GR® dont la Fédération est titulaire.

Il dispose d'un réseau de baliseurs expérimentés, formés et respectueux de la charte officielle du balisage et de la signalisation en vigueur.

L'EPCI est chargé de l'entretien des chemins supports des itinéraires de randonnées sur son territoire et veille à leur sauvegarde afin d'assurer leur pérennité.

Le Comité, en concertation avec l'EPCI a établi un projet de signalétique du TSN cofinancé par l'EPCI, la FFRandonnée et le Comité. Il consiste à équiper de poteaux et de lames directionnelles les intersections du GR® de Pays avec les autres itinéraires de randonnées. Il comprend également la fourniture et la pose d'un panneau d'information.



LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'EPCI devient propriétaire du mobilier, confie au comité l'implantation de cette signalétique directionnelle, réalise son entretien et son remplacement, ainsi que les conditions d'assurance du mobilier et des personnes chargées de son entretien.

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DE L'EMPLACEMENT ET DESCRIPTION DU MOBILIER

Le mobilier signalétique est situé sur les emplacements listés en Annexe 2.

L'implantation du mobilier fait l'objet d'une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Le type de mobilier et le système de pose sur le terrain du propriétaire sont décrits en annexe 1 de la convention.

Le nombre d'équipements et la localisation du mobilier faisant l'objet de la présente convention ne peuvent être modifiés sans l'accord préalable du propriétaire.

L'emplacement mis à disposition est strictement destiné à recevoir le mobilier signalétique, à l'exclusion de tout autre usage.

ARTICLE 3 : PROPRIETE DU MOBILIER ET MODALITES D'ENTRETIEN ET DE REMPLACEMENT

Le mobilier a été financé par la FFRandonnée, le Comité et l'EPCI qui en devient propriétaire.

L'EPCI s'engage à assurer, à ses frais, l'entretien courant (nettoyage) du mobilier ainsi que le remplacement du mobilier endommagé (dommage volontaire par un tiers (vandalisme), dommage dû aux intempéries, dommage pour défaut d'entretien...).

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU COMITE

Le Comité s'engage à :

- Assurer la visibilité de la signalétique par dégagement de la végétation aux abords immédiats du mobilier de signalétique,
- Soumettre au propriétaire foncier tout projet de modification d'implantation du mobilier,
- Informer le référent institutionnel des anomalies et dégradations constatées,
- Informer l'EPCI du planning de réalisation des opérations de vérifications et du nom des responsables de cette mission, au moins une semaine avant leur réalisation,
- Envoyer un rapport des actions réalisées sur l'itinéraire,
- Veiller au respect de la charte officielle du Balisage et de la Signalisation de la Fédération en vigueur par ses baliseurs (voir préambule).



ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'EPCI

L'EPCI s'engage à :

- Informer le Comité des anomalies et dégradations constatées ;
- Entretenir et remplacer, si besoin, le mobilier de signalétique installé sur l'itinéraire sur la base des propositions et remontés du Comité chargé de la surveillance de l'état des équipements des itinéraires concernés par la présente convention ;
- À réaliser tout autre acte de maintenance et entretien des sentiers et de cette signalétique, qui relève de sa compétence et qui ne sont pas pris en charge par les bénévoles et les personnels de terrain du comité,
- Souscrire une police d'assurances (cf. Article 6)

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

L'EPCI est seul responsable de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels sur le mobilier installé.

L'EPCI, en tant que maître d'ouvrage, est tenue de contracter une police d'assurances, aux fins de couvrir ses responsabilités, garantissant, notamment, les risques corporels, et tous risques spéciaux pour les éventuels dommages causés par le mobilier à des tiers.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les Parties. Elle est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature de la présente convention, renouvelable par tacite reconduction, dans les mêmes termes, pour une durée identique sauf dénonciation par l'une des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant l'échéance du terme.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

Chaque Partie pourra résilier la présente convention de plein droit et sans formalité judiciaire, par courrier recommandé avec accusé de réception :

- En cas de manquement total ou partiel par l'autre partie à l'une de ses obligations auquel elle n'aura pas remédié dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception d'une mise en demeure de remédier au manquement adressée par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Si l'autre Partie fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de redressement judiciaire, de suspension des poursuites ou cessation de paiement ou de toute procédure similaire quant à ses effets.



ARTICLE 9 : LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La présente convention est régie par le droit français.

Les Parties conviennent de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient survenir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la convention.

Si elles n'y parviennent pas, les différends seront portés devant le tribunal compétent de Caen.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification et/ou ajout à la convention fera l'objet d'un avenant écrit signé par les Parties.

ARTICLE 11 : INTÉGRALITÉ

La convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties et annule et remplace l'ensemble des discussions, négociations, ententes et accords oraux ou écrits précédents concernant son objet.

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

A, le

Pour le Comité

La Présidente

Nicole BOUET

Pour l'EPCI

Le Président

Yves GOASDOUE



ANNEXE 1 : TYPE DE MOBILIER IMPLANTE





ANNEXE 2 : LOCALISATION DU MOBILIER DE SIGNALÉTIQUE

